

## Bâtir l'école de la confiance

«*Enfin !*», se sont exclamés tous les observateurs de la communauté éducative en apprenant le départ de Jean-Michel Blanquer du ministère de l'Éducation nationale et son remplacement par Pap Ndiaye.

Dans un courrier, envoyé le jour de la rentrée, Olivier Faure a rappelé au nouveau ministre qu'il trouvera toujours les Socialistes à ses côtés s'il veut vraiment redonner à l'école les moyens de former tous les jeunes du pays. Mais saisira-t-il cette main tendue ?

«**Votre nomination a été accueillie avec soulagement. Votre parcours, votre personnalité et votre connaissance de l'institution portent en eux la promesse, dans le fonds, comme dans la forme, d'une rupture avec le mépris affiché pendant le quinquennat précédent. Mais**», précise le Premier secrétaire du PS «**à l'orée de la rentrée, le doute commence à s'immiscer. Vos déclarations suscitent des attentes que vos actes ne concrétisent pas. Vous ouvrez beaucoup de chantiers, tous intéressants, comme celui sur la transition écologique à l'école (programme, bâtiments...), mais vous ne dites rien de leur mise en œuvre, notamment de la place des collectivités locales**».

Aux sessions 2022 des concours de recrutement, 4000 postes sur les 23500 offerts sont restés non pourvus. Le nouveau ministre a souhaité recourir à l'embauche de personnels contractuels, mais sans sécuriser leur statut, ni leur formation. «**Cette politique de recours accru aux contractuels ressemble de plus en plus à un pis-aller. Elle ne doit pas devenir la réponse systématique de votre ministère qui doit plutôt chercher à construire des solutions pérennes pour sécuriser les parcours professionnels**», a insisté le Premier secrétaire du Parti Socialiste.



L'école doit tenir la promesse républicaine

À travers ce manque d'enseignants, c'est aussi la question du concours qui est posée. Si son niveau reste très exigeant sur le plan académique, son contenu n'apparaît pas assez regardant sur le plan pédagogique. Une proposition pour y remédier pourrait consister, notamment, à développer plus précocement l'alternance. D'autres solutions gagneraient à être étudiées, comme l'ouverture systématique d'une liste complémentaire, un concours en plus dans le premier degré, dès que des postes ne sont pas pourvus.

«**La revalorisation des salaires est l'une des autres clés d'entrée pour résoudre la crise des vocations**», insiste Olivier Faure. Promise de longue date, attendue par les enseignants, elle se trouve déjà percutée par une forte inflation. Promise par le président de la République pour les enseignants débutants, cette revalorisation doit leur bénéficier, dès l'année de stage, et non pas à partir de leur titularisation. Elle devra également concerner tous les enseignants en poste. Avec dix ou quinze ans d'ancienneté, ils gagnent 20% de moins que la moyenne de l'OCDE.

Pour le Premier secrétaire du Parti Socialiste, il est urgent d'investir pour que l'école, et en priorité le collège, soit plus juste, plus inclusive, plus attentive aux enfants des milieux modestes.

**CAP  
FINISTÈRE**  
26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER  
DÉPOSÉ LE 8/09/2022

SITE DE DEPOT  
**P1**  
LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

## Justice fiscale

Encore un effort, Monsieur le Président... En quelques jours, on est passé de «*Les "super-profits" n'existent pas*» à «*On peut envisager un mécanisme de taxation à l'échelle européenne*». C'est un bon début mais il faut aller plus loin.

Déjà, en période normale, grâce à l'optimisation fiscale agressive, les multinationales parviennent à échapper à l'impôt. Cette situation scandaleuse devient insupportable, en période de crise, où chacun doit participer à l'effort collectif à la hauteur de ses capacités. Car les petites et moyennes entreprises n'échappent pas, elles, à l'impôt sur les sociétés.

La proposition des Socialistes de taxer les super-profits correspond à l'orientation prise par la plupart des pays européens comme l'Italie, l'Espagne ou l'Allemagne et aux demandes du secrétaire général de l'ONU.

Compte tenu des efforts demandés à tous les ménages, il devient urgent de montrer l'exemple.

# Comment répondre à la crise du bénévolat

« Une mine d'or. » Voilà comment a été décrit le mouvement associatif au cours de l'échange organisé au Campus 2022 avec Pascal Brice, président de la FAS (Fédération des Acteurs de la Solidarité). Toute la question qui se pose, aujourd'hui, tant aux dirigeants associatifs qu'aux responsables politiques est : comment faire fructifier cette mine d'or, alors même que la plupart des indicateurs passent au rouge ?



La FAS, acteur majeur de la solidarité

Partis, syndicats ou associations connaissent, à des degrés divers, les mêmes difficultés de recrutements d'adhérents. Pour Pascal Brice, cependant, on ne peut pas les placer sur le même plan puisque les partis ont vocation à exercer le pouvoir, à chaque échelon électoral. Malgré cette spécificité, partis, syndicats et associations partagent la même responsabilité fondamentale : dans la situation incandescente et, par bien des aspects, inquiétante que connaît notre pays, ils doivent toujours porter une parole de transformation et surtout d'apaisement.

Parmi les éléments qui expliquent la crise que traverse le monde associatif, il

ya bien sûr la pandémie qui a réduit les activités associatives, pendant presque deux ans, mais aussi la suppression des emplois-aidés. Certaines associations ne s'en sont pas remises.

C'est un fait que tous les responsables associatifs peuvent constater : l'âge moyen des bénévoles a tendance à augmenter. « C'est vrai dans les associations implantées, qui ont une histoire », reconnaît Pascal Brice. « Mais on voit partout fleurir des collectifs, animés par des jeunes qui veulent agir. Tout l'enjeu consiste à revitaliser le monde associatif avec cet apport et ce regard nouveau, en particulier, sur les enjeux écologiques ou les rapports sociaux. Il faut s'ouvrir à de nouvelles formes d'engagements, voir qu'il y a d'autres façons de faire. »

**« Plus vous êtes utile socialement, moins vous êtes reconnu. »**

Le président de la FAS s'est lancé dans un vibrant plaidoyer en faveur des travailleurs sociaux. « Il n'y a plus de jeunes dans les écoles de travail social », a déploré Pascal Brice. « Or, on vit un moment d'enracinement de la pauvreté dans un pays riche qui a peur de tout, de toutes les formes de violences. Il y a des addictions, des inégalités sociales, des radicalités. Tout fait peur, parfois pour de bonnes raisons, mais aussi parce qu'elles sont fantasmées. » Et c'est précisément dans ce moment, qu'on se prive des travailleurs sociaux. Pour Pascal Brice, « ce phénomène met en exergue le problème fondamental

de notre société : plus vous êtes utile socialement, moins vous êtes reconnu ». Il faut donc trouver les moyens de faire en sorte que les travailleurs sociaux, indispensables, soient reconnus à leur juste valeur.

« On sent une angoisse lancinante dans les interventions : la crise de l'engagement », a résumé Tristan Foveau, co-animateur de cet échange. « Je ne pense pas qu'il y a une fracture générationnelle sur le plan de l'engagement. Il n'y a pas, d'un côté, les vieux qui continuent à s'engager et de l'autre les jeunes qui sont tombés dans l'individualisme extrême. Je crois, en revanche, que les formes d'engagement ont profondément évolué. La question qui se pose aujourd'hui est : "Y a-t-il encore un engagement totalement gratuit ?" Peut-être que l'individualisme a fait progresser une forme de sentiment qu'un engagement doit avoir un débouché d'une façon ou d'une autre. Il faut donc répondre à la question : comment on valorise cet engagement ? »



Il faut revaloriser le travail social

## Un acteur majeur de la solidarité



La FAS (Fédération des Acteurs de la Solidarité) est un réseau généraliste de lutte contre les exclusions. Elle regroupe plus de 870 associations et organismes qui agissent pour la solidarité.

Ces structures représentent environ 2800 établissements et services qui représentent notamment 90% des Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS), un grand nombre d'accueil de jour et de logements pour les plus précaires, la majorité des places d'accueil pour demandeurs d'asile et réfugiés et plus de 500 structures d'insertion par l'activité économique.

Les adhérents de la Fédération assurent des missions d'accueil, d'accompagnement et d'insertion des personnes en précarité, avec une approche globale de la personne, en traitant les multiples problématiques liées à l'exclusion : hébergement et logement, santé, insertion et emploi, accès aux droits, accès à la culture, lien social... Ils gèrent aussi, en propre, directement des places d'hébergements, des logements, des services de soins et des activités d'économie sociale et solidaire réalisées par des salariés en insertion (maraîchage biologique, ressourceries, garages solidaires, services à la personne etc).

La Fédération a été créée en 1956, depuis elle est composée d'une tête de réseau et de treize Fédérations régionales indépendantes.

# Une victoire collective

**C'est dans la salle Kerneis, à Daoulas, que Mélanie Thomin avait lancé sa campagne législative, au mois de mai. Et c'est dans la même salle qu'elle a remercié l'ensemble des militants qui ont contribué à sa victoire, le 2 septembre.**

« **À peine élue j'ai été happée par mes nouvelles responsabilités mais je tenais absolument à ce moment convivial pour clôturer ce qui fut tout de même une aventure collective** », a expliqué la nouvelle députée.

Mélanie Thomin a déjà eu l'occasion de poser une question au gouvernement, sur les questions de santé. Elle siège dans la commission de la défense. « **C'est là, notamment qu'on mesure ce que signifie la présence de 89 élus d'Extrême-droite à l'Assemblée.** »

À plusieurs reprises, en particulier dans les salles du palais Bourbon, la nouvelle députée de la 6<sup>e</sup> circonscription a pu se rendre compte du retentissement national qu'a eu son élection face à l'ancien président de l'Assemblée nationale. « **Ce n'est que la deuxième fois, dans l'histoire de la République, que ça arrive** », a souligné le directeur de campagne, François-Marie Cailleau.



Une députée sur le terrain

Mélanie Thomin mesure bien les responsabilités qui sont les siennes, alors qu'elle est la seule candidate à avoir réussi à faire basculer à Gauche une des huit circonscriptions du Finistère.

Sur le point d'accoucher, Mélanie Thomin va prendre quelques jours de repos. La prochaine rencontre avec les militants mais aussi les habitants de la 6<sup>e</sup> circonscription interviendra pour l'inauguration de sa permanence parlementaire. Celle-ci se trouvera au Faou. « **Mais nous allons bien sûr aussi assurer des permanences itinérantes afin d'aller à la rencontre des habitants des 70 communes qui composent la 6<sup>e</sup> circonscription, qui s'étend de Camaret à Carhaix.** »

Ce moment convivial, à Daoulas, a permis à la nouvelle députée de présenter son équipe parlementaire. Elle est composée, dans le Finistère, d'Isabelle Montanari et de Nolwenn Quioc, et à Paris de Jérémie Rochard.

## Quel avenir pour l'Union de la Gauche ?

**Le 24 septembre, c'est au centre de Moulin-Mer, à Logonna-Daoulas, que ça se passe. C'est en effet ce samedi que les Socialistes du Finistère, avec leurs partenaires, vont se retrouver et réfléchir à l'avenir de l'Union de la Gauche.**

La matinée sera consacrée à la formation des élu.es. Deux ateliers sont proposés : le premier, plutôt destiné aux élu.es majoritaires, donnera des éléments pour mettre en place des politiques de résilience territoriale en période de crise énergétique.

Le second expliquera aux élu.es minoritaires comment construire une opposition utile dans leur commune.

En parallèle, un atelier, animé par les secrétaires fédéraux sera réservé aux nouveaux adhérents. « **Nous enregistrons de nouvelles adhésions depuis le mois de juin** », se félicite Tristan Foveau. « **Certains ont déjà été adhérents et connaissent notre fonctionnement, mais la plupart**

**prennent leur carte pour la première fois. Il nous faut donc leur expliquer comment fonctionne le parti.** »

Dans l'après-midi, les jeunes socialistes du Finistère animeront une controverse sur le thème : « *La politique et les jeunes : le grand désamour ?* »

Pour l'après-midi, ouvert à tous, la Fédération a invité des experts pour réfléchir à deux questions fondamentales :

*Quel bilan peut-on tirer de la Nouvelle Union Populaire, Écologique et Sociale ? et L'union de la Gauche n'est-elle que l'affaire des partis ?*

Pour la première question, Gilles Candar, historien, spécialiste de la Gauche, Rémi Lefebvre, politiste, et Marylise Lebranchu, ancienne ministre de la Gauche plurielle, apporteront leur éclairage.

Pour la seconde, la Fédération a invité Gilles Finchelstein, président de la *Fondation Jean-Jaurès*, Benoît Collorec, porte-parole de la confédération paysanne, et Daniel Delaveau, président régional de la *FAS (Fédération des Acteurs de la Solidarité)*.

Pierre Juvet, secrétaire national du PS, conclura cette Université qui marquera la rentrée des socialistes du Finistère.



# Agenda

24 septembre

Université de rentrée  
de l'UESR et de la  
Fédération à Moulin Mer  
à Logonna-Daoulas.  
Inscription obligatoire  
[ps29.bzh](mailto:ps29.bzh)

Retrouvez-nous sur

 Facebook  
**PS.Finistere**  
 et Twitter  
**@fede\_PS29**

## Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
N° 1403 - Vendredi 9 septembre 2022  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication :  
Yves FORMENTIN-MORY  
Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

### Abonnement numérique

..... @ .....

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros

Non adhérents : 35 euros

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFP

# L'Europe face au conflit Ukrainien

François Comet

**La guerre en Ukraine va obliger l'Union européenne à revoir ses politiques énergétiques et industrielles, ainsi que les traités qui régissent sa gouvernance, nous prévient François Comet, secrétaire national adjoint du Parti Socialiste à l'Europe.**

**Cap Finistère : L'Europe est-elle toujours unie face à Poutine ?**

**François Comet :** Oui, l'Europe est globalement restée unie, même si la Hongrie a un peu fait bande à part. L'Union européenne a pris une série de sanctions à l'encontre de la Russie et l'ensemble des pays a accueilli des réfugiés. Surtout, l'UE a inscrit l'Ukraine sur la liste des pays pouvant la rejoindre. À ce titre, le discours que vient de prononcer Olaf Scholz, à Prague, marque un tournant significatif. Le chancelier allemand se félicite de la candidature de l'Ukraine et en tire les conséquences. Car, quatre pays des Balkans sont déjà candidats depuis longtemps. (Le Kosovo n'étant pas reconnu par tous les états-membres ne peut être candidat et la Bosnie Herzégovine ne l'a pas demandé. Sur les quatre candidats seuls deux ont commencé des négociations). Or, il semble difficile de faire adhérer l'Ukraine avant eux. Une révision des traités s'impose donc pour améliorer la gouvernance de l'UE. On constate qu'il est, avec la règle de l'unanimité, difficile d'avancer à vingt-sept. Sans remettre à plat les traités et l'organisation de la Commission, il sera quasiment impossible de fonctionner avec plus de trente états membres.

**Cap Finistère : A-t-on pu mesurer des progrès dans la construction de l'Europe de La Défense ?**

**François Comet :** Ils ne sont sans doute pas assez rapides. Mais c'est aussi un point évoqué par Olaf Scholz à Prague. Il faut du temps pour que les armées se dotent de matériels communs ou mettent en place des commandements intégrés. Les politiques industrielles demandent du temps. Toutefois, on peut noter un changement d'état d'esprit notamment du côté allemand. D'un point de vue militaire, c'est l'OTAN qui se renforce, avec les demandes d'adhésions de la Finlande et de la Suède. Mais on est obligé de constater que ce sont surtout les États-Unis qui fournissent le plus d'armes à Kiev. À eux seuls, ils apportent largement plus que tous les pays européens réunis. Je pense qu'il ne faut pas opposer l'OTAN à l'Europe de La Défense.

**Cap Finistère : Les Européens pourront-ils se passer du gaz russe cet hiver ?**

**François Comet :** Il semble que oui. Cependant, chaque pays a négocié lui-même de nouveaux contrats pour son approvisionnement en gaz. Les Italiens en se tournant vers les pays africains et aussi, comme la France, vers l'Algérie. En Europe, la part du gaz dans le mix énergétique peut sensiblement varier selon les pays. Nous pourrions donc vérifier la solidité de la solidarité européenne cet hiver, si les pays qui disposent de réserves viennent en aide à ceux qui en manquent.

**Cap Finistère : Les efforts de la France pour soutenir Kiev et accueillir les réfugiés sont-ils suffisants ?**

**François Comet :** Oui, d'une manière générale. L'accueil des réfugiés n'est qu'un aspect de l'aide que peut apporter la France. Le soutien est aussi militaire, mais cette dimension est naturellement plus discrète. Cependant, on évoque régulièrement la présence de canons César sur le front.

Les réfugiés Ukrainiens sont surtout en Pologne, pays avec lequel ils partagent des affinités culturelles. Ils veulent tous retourner dans leur pays lorsque le conflit prendra fin, donc, ils restent au plus près de chez eux. J'ai pu le constater sur la frontière Ukraino-polonaise où je me suis rendu au mois d'avril à l'invitation de la Gauche polonaise. Au début de la guerre, de nombreux Ukrainiens ont quitté leur pays. Mais beaucoup sont rentrés chez eux, dans les zones maintenant épargnées par la guerre. Aujourd'hui, les réfugiés viennent plutôt de zones comme le Donbass.

**Cap Finistère : Aujourd'hui le front semble se figer. Peut-on entrevoir une issue à cette guerre ?**

**François Comet :** On peut malheureusement penser que le conflit va durer. À part l'accord sur les céréales, les Ukrainiens et les Russes ne se parlent plus. Il y a eu quelques tentatives de négociations au début de la guerre, mais il n'en est plus question aujourd'hui. Le pouvoir russe a totalement bâillonné les opposants à la guerre. Il n'y a plus de manifestations en Russie et les intellectuels qui avaient fui la Russie, pour aller en Turquie, en Arménie ou en Géorgie commencent à rentrer. Les Ukrainiens ont très peur de la banalisation, alors qu'ils ont absolument besoin de l'aide internationale pour résister à l'armée russe.

